

RAPPORT GÉNÉRAL DES JOURNÉES SOCIALES DU CEPAS

Landry LINGELE,
Juriste, consultant
en prospective
juridique et en
légistique.
landryling@gmail.com

Fleury DALA DIANA,
Politologue, Activiste
de la société
civile et Membre du
Secrétariat Exécutif
du RODHECIC.
dadiaf@gmail.com

Les journées sociales 2022 du Centre d'Études pour l'Action Sociale-CEPAS, ont été tenues, à Kinshasa, dans la salle Père Boka, du 23 au 25 mai 2022, sous le thème : *Enjeux et dynamique de la continuation des conflits à l'Est de la RD Congo.*

Réfléchir sur la sécurité à l'Est de la RD Congo en évoquant ses enjeux et dynamiques pour en saisir le caractère continu, afin d'en dégager des conditions de possibilité d'agir transformationnel de l'espace tant physique, culturel, économique, politique que social de la RD Congo n'est pas un exercice intellectuel sur un passé qui n'intéresserait plus que les historiens. Il s'agit plutôt d'une question épineuse, éprouvante dont l'avènement qui remonte à plus de deux décennies continue à s'incarner dans l'aujourd'hui congolais.

En effet, les conflits à l'Est de la RD Congo sont une question d'hier, d'aujourd'hui et certainement, vu son caractère complexe, de demain. Mais ce demain que les organisateurs et les participants ont refusé de regarder et d'accepter avec fatalité, est un défi certain auquel il faut faire face. Ils ont plutôt résolu de réfléchir, de saisir le taureau par les cornes par des idées constructives puisées dans leurs expériences diversifiées et diverses d'activistes, d'agents de terrain, de journalistes, d'avocats, de chercheurs, de scientifiques, d'anciens gestionnaires de l'État et d'officiers de l'armée nationale.

Si les conflits à l'Est de la RD Congo apparaissent comme des eaux mal canalisées qui ravagent tout sur leur passage du fait de leur férocité, l'effort peut-être surhumain à fournir, face à ce qui paraît fort complexe, est de se décider à remonter ces eaux dans une bravoure inouïe pour découvrir leur source et tenter avec hargne d'arrêter leur déferlement incontrôlé.

Pour ce faire, le CEPAS a joint ses forces à l'Université Loyola au Congo (ULC), l'institution

académique jésuite située à la périphérie de Kinshasa, et le Centre Ebuteli, qui est le pendant tropical/africain du Groupe d'Études sur le Congo de l'Université de New York. Les organisateurs ont compté sur l'expertise des éminents panélistes aux statuts variés : des académiques, des hommes de terrain, des chercheurs, etc.

Le lundi 23 mai 2022 à 9h10, le Modérateur général, le Révérend Père Rigobert Minani Bihuzo, a ouvert le bal de ces journées sociales 2022. Dès ses premiers mots, et même par la prière d'ouverture récitée par tous les participants, celle inspirée de St François d'Assise « Seigneur, fais de moi un instrument de paix », qui a, par ailleurs, été reprise tous les jours de l'atelier, le décor thématique était déjà planté pour des joutes scientifiques de grande envergure, à la hauteur du défi que représente le thème pour chacun des participants et des intervenants ainsi que pour la RD Congo.

Le décor des discussions s'est précisé davantage avec le discours d'ouverture du Directeur du CEPAS, le Révérend Père Alain Nzadi-a-Nzadi, qui a choisi, d'entrée de jeu, de situer les participants dans l'actualité du monde et de la RD Congo afin de montrer que réfléchir sur les conflits en RD Congo ne tombe pas du néant, mais que l'idée s'inscrit dans la réalité présente palpable de la RD Congo ressentie dans notre chair, quel que soit l'endroit du pays où l'on se trouve.

Comme pour affirmer cette réalité tragique, les Journées Sociales 2022 ont commencé, au premier jour, avec l'information du massacre de près de 60 personnes par les rebelles ougandais installés en RD Congo, les ADF. Au deuxième jour, dès l'ouverture des activités, les organisateurs ont relayé l'information de l'affrontement armé entre l'armée nationale, les FARDC, et le mouvement insurrectionnel, le Mouvement du 23 mars ou le M23, appuyé par l'armée officielle rwandaise, à Kibumba, à 20 km de Goma. Au matin du troisième jour, ce qui apparaissait encore lointain, bien que la conscience de la gravité soit déjà présente chez les participants dont certains étaient originaires des provinces en proie à ces conflits, l'on a été informé de la mort au front d'un colonel des FARDC, commandant des opérations. Les participants ont eu accès à cette information directement de la part d'un des leurs, sœur du colonel tué lors de ces attaques sus-évoquées et présente à l'atelier dès le début, et par ailleurs rapporteur de groupe de travail n°4.

La thématique des JS 2022 a été abordée sans fioritures mais avec beaucoup de respect et de prises de position bien mesurées, parfois soumises à des remises en question internes, chacun en se surpassant pour ne pas laisser émerger l'émotion et ne pas anéantir l'effort scientifique à rechercher la vérité à dégager.

L'Est de la RD Congo comprend un vaste territoire aux dimensions de plusieurs pays. Il représente des dynamiques à la fois différentes et convergentes. Le ventre mou de cette partie congolaise se trouve dans

les trois provinces que sont l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, retenues comme cas d'étude pour mieux cerner la problématique sécuritaire qui a préoccupé les Journées Sociales 2022. Chaque focus a fait l'objet d'exposés et de discussions par jour pour en comprendre, tant que faire se peut, tous les tenants et aboutissants, dans l'effort d'une dissection quasi chirurgicale en explorant quatre éléments dans un premier ordre : historique, acteurs, enjeux et pistes de solutions, tâche du premier panéliste du jour, et dans un second ordre en examinant la gestion des conflits par le pouvoir central à Kinshasa.

Me Nickson Kambale et Me Jean Bosco Lalo, tous deux de la société civile, ont été les orateurs du premier jour consacré à Ituri qu'ils connaissent de près. Le Révérend Abbé Malonga, Professeur à l'Université Catholique de Graben, à Butembo, et Pierre Boisselet, chercheur au Centre Ebuteli, ont entretenu les participants le deuxième jour dédié au Nord-Kivu, en se focalisant, pour le premier, sur le Grand Nord, singulièrement sur le cas de la ville de Beni, et, pour le second, sur le petit Nord. Le troisième jour, l'animation de l'atelier a été assurée par le Professeur Naupess Kibiswa et l'Honorable Enock Sebinezza, député national.

Le hasard n'était point le critère ayant prévalu dans le choix même des modérateurs, ceux-ci ont également été identifiés parmi des experts en questions de paix et de sécurité. Ils sont venus du monde universitaire, de la recherche avec, pour deux d'entre eux, une expérience avérée de la crise de l'Est de la RD Congo. Le Révérend Père Toussaint Kafarhire de l'ULC, Monsieur Jean Robert Senga, Représentant d'Amnesty International à Nairobi et Madame Emmanuelle Mukendi, doctorant en gouvernance sécuritaire de l'Université de Witwatersrand de Johannesburg ont, tour à tour, mené la modération le premier, le deuxième et le troisième jour.

Focus sur Ituri au premier jour

De l'historique des conflits en Ituri, les exposés du jour ont démontré que leur génération immédiate est dans la seconde guerre dite de libération menée par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie, RCD, soutenu à son origine par le Rwanda et l'Ouganda et qui se disloqua en pleine guerre avec une branche prise sous l'aile rwandaise, dont le siège était installé à Goma, et l'autre branche installée à Kisangani, sous la protection ougandaise. L'aile de Kisangani se fendit en d'autres factions qui occupèrent l'Ituri.

Elles y ont trouvé un terreau fertile, les conflits communautaires latents, principalement entre Lendu et Hema, qu'elles ont attisés. Le feu allumé a été entretenu par des milices communautaires dont les plus virulentes sont le Codeco, aujourd'hui démembré en six branches et défendant les intérêts des Lendu, le Zaïre de Hema et Cheni Kilina. Comme un malade, Ituri a rechuté en décembre 2017 à la suite des hostilités lancées par Codeco.

Des acteurs internes et externes sont à l'origine des conflits en Ituri ; l'État congolais en est l'acteur majeur en ne jouant pas son rôle. Le pouvoir public a plutôt agi sans équité, sans justice, dans le traitement des groupes armés. Certains groupes ont été bien traités alors que d'autres ont été négligés ou carrément rejetés.

En dehors de l'État, d'autres acteurs travaillent en empêchant des mécanismes de paix et pour maintenir l'État congolais dans un état de faiblesse. Le M23, revenu de l'exil en Ouganda, a prêté main forte aux deux principales milices, le Codeco et le Zaïre. Les ADF et les Banyabwisha sont ces agents externes identifiés, à côté des groupes venus du Soudan du Sud occupant des espaces dans le territoire d'Aru, auprès desquels les milices internes se procurent les armes.

Des enjeux sont à la fois politiques, économiques et financiers. Sur le plan politique, c'est le projet de balkanisation avec la transposition des populations dites Banyabwisha et qui crée la confusion. Les ressources naturelles sont enviées pour nourrir des réseaux et l'économie des pays voisins. Financièrement, plusieurs groupes se retrouvent et veulent maintenir ces avantages. L'affairisme des officiers militaires pose réellement problème et est classé parmi les enjeux financiers. Mais il n'y a pas qu'eux.

Des pistes de solution. Épinglé comme acteur majeur dont le rôle a été jugé néfaste, l'État congolais a fait l'objet d'analyse de ce qu'il a déjà entrepris en Ituri. On y reconnaît ses efforts louables fournis. Des généraux ont été déployés en Ituri pour tenter un dialogue. Cependant, l'État doit repenser son implication et ses solutions. L'option militaire a montré des limites. L'état de siège n'est pas la solution efficace. Les problèmes économiques tels que l'accès aux ressources ne peuvent trouver solution dans l'approche militaire. L'État doit mieux cerner le problème sud-soudanais et engager le dialogue intercommunautaire.

Focus sur le Nord-Kivu au deuxième jour

Dans le but de favoriser la compréhension des conflits dans cette province qui se déclinent avec une ampleur effroyable, la méthodologie a privilégié la scinder en Grand Nord, en particulier la ville de Beni et petit Nord.

De l'intervention du Professeur Abbé Malonga sur Beni, il peut être retenu, sur le plan historique et des acteurs, neuf éléments suivants : (i) les vagues successives de migrations ou de déplacements des populations venues des pays voisins, de l'Ouganda en 1985 à cause du conflit armé de Yoweri Museveni, du Rwanda en 1994 à cause du génocide déclenché après le double assassinat des présidents rwandais et burundais, et les conflits enclenchés en 1998 avec le RCD et ses ramifications de CNDP et le M23, causes lointaines du conflit à Beni ; (ii) Des milices, ADF en particulier,

comme cause immédiate certaine car les conflits ont été déclenchés en 2014 ; (iii) Opérations de brassage et mixage entre l'armée nationale et les troupes des mouvements rebelles, (iv) l'infiltration de l'armée congolaise par les officiers de l'armée rwandaise, par ailleurs obstinés à n'être déployés que dans les Kivu ; (v) Mouvement incontrôlé des populations : hutus ou Banyabwisha ; (vi) La Monusco, avec son attitude ambiguë à cause de la présence de grands bailleurs qui ont été avec le Rwanda au moment de différentes attaques contre la RD Congo ; (vii) l'État de siège dont la mise en place compte à lui seul le tiers, soit près de 5000 victimes sur les 15000 depuis le début des massacres à Beni ; (viii) Etat islamique ; et (ix) la prolifération des groupes armés.

De l'Enjeu de ces conflits armés. Pour le Professeur Malonga, il est question des enjeux fonciers. Le déplacement des populations pour l'occupation des terres de Beni et de l'Ituri est dans cet objectif. Il a aussi relevé les enjeux économiques et financiers par l'accès aux ressources (bois, cacao, minerais) et l'affairisme de certains membres de l'armée congolaise.

Quelle qualification du point de vue de droit international humanitaire ? Eu égard à ce qui se passe à Beni, pour la société civile, la conférence des évêques du Kivu et le rapport Yotama, il s'agit d'un génocide. Pour le BCUNDH, c'est un crime contre l'humanité, mais il peut y avoir des éléments de génocide. L'intention serait de s'attaquer au peuple Nande.

Pistes de solution. Le Professeur Malonga en énumère cinq : (i) Réforme de l'armée. Identifier les éléments infiltrés pour former une armée républicaine, consciente de sa mission. La loi de la programmation de l'armée n'est pas encore votée ; (ii) Redynamiser le processus DDRRC qui permettrait de décourager les groupes armés et de se faire débarrasser des groupes étrangers ; (iii) Lutte contre l'impunité aussi bien contre les politiques que contre les officiers de l'armée affairistes ; (iv) Diplomatie agissante : on a intégré la Communauté Est-africaine. Difficile de voir encore, cependant, les résultats ; (v) Renforcer la gouvernance pour que tout le monde ait accès aux richesses/ressources du pays.

Se focalisant sur le petit nord, c'est-à-dire la partie sud du Nord Kivu qui comprend Masisi, Rutshuru, où le Rwanda revendique officieusement une influence, Pierre Boisselet, du centre Ebuteli a présenté la cartographie des groupes armés du Nord Kivu comprenant : (i) le M23 (héritier des rébellions pro-Rwanda aux causes profondes de défense des réfugiés hutu, du retour de ces réfugiés et de l'intégration de leurs hommes au sein des FARDC) ; (ii) Les FDLR-Foca et RUD-Urunana (héritiers des rébellions anti-Rwanda, affaiblis mais toujours au centre des enjeux) ; (iii) Mosaïque de Masisi (intérêts divergents mais tendance à la mobilisation anti-Rwanda) ; (iv) Le NDC-R de Guidon (discours historique anti rwandophone, actions contre les FDLR et ses alliés, de facto historiquement proche de Kigali.

Mais changement ces derniers mois). **Historiquement**, Boisselet situe les raisons de ces conflits dans : (i) la rivalité entre le Rwanda et l'Ouganda, qui sont entre alliances et rivalités ; (ii) La bascule de novembre 2021 : risque d'une confrontation régionale, avec les attentats de Kampala, la réapparition du M23, début de l'intervention de l'UPDF, réaffirmation de la ligne de partage ; (iii) Rapprochement entre Rwanda et Ouganda ; dynamique de rapprochement initiée par Muhoozi Kainerugaba ponctuée par des visites fréquentes, la réouverture des frontières, la fin du soutien au RNC et un nouveau soutien au M23.

Quelle est la réaction du gouvernement de Kinshasa ? Pour Boisselet, elle est à noter dans le processus de Nairobi d'avril 2022 qu'il perçoit comme réponse stratégique de la RD Congo vis-à-vis de ce défi des conflits dans sa partie Est. Le Kenya veut appuyer la RD Congo pour tirer profit de la participation de la RD Congo à la communauté des Etats de l'Afrique de l'Est. Est-ce pour prendre le Rwanda et l'Ouganda à revers ? Des doutes à long terme persistent. Quel crédit accorder au Kenya pour articuler une stratégie efficace ? La réaction du gouvernement congolais laisse aussi à penser car des divisions existent en son sein : le mécanisme qui suit le processus d'Addis Abeba est rivalisé par le processus de Nairobi ; le Mécanisme National de Suivi et la Présidence sont en divergence sur le M23 ; la présidence et l'armée ne sont pas sur la même longueur d'onde sur l'alliance avec les autres groupes armés contre le M23.

Quelle solution ? Boisselet recommande entre autres de :

- Élaborer une stratégie d'ensemble pour l'Est, avec commandement unifié ;
- Lever l'état de siège ;
- Initier des négociations qui excluent la réintégration collective ;
- Obtenir un accord au niveau régional.

Focus sur le Sud-Kivu au troisième jour

L'ethno-nationalisme qui place la loyauté ethnique au-dessus de la loyauté nationale, et qui conduit à l'ethno-hégémonie, est avancé comme théorie de la génération des conflits. Cette théorie élaborée par des scientifiques américains a été testée et confirmée par le Professeur Kibiswa, grâce à des évidences tirées de la recherche qualitative documentaire sur les Banyarwanda/Banyamulenge qu'il a menée.

Dès lors, le Professeur Kibiswa, ayant trouvé des éléments qui corroborent que dans le chef des Banyarwanda existe le repli identitaire qui donne lieu à l'ethno-hégémonie, a lié leur ethno-nationalisme à la raison principale des conflits qui embrasent le Sud Kivu.

Que faire alors pour des solutions de coexistence pacifique entre les peuples ? Pour Kibiswa, il convient de (i) conclure une alliance du type

Yahvé-Israël dans laquelle Yahvé protège Israël et de cette alliance conduire des alliances de bon voisinage avec les États voisins qui doivent être sincères ; (ii) renforcer l'armée pour lui permettre de jouer pleinement le rôle de défense du territoire national.

Le point de vue scientifique du Professeur Kibiswa a été commenté et discuté par le second panéliste de la journée, Enock Sebinezwa. Il a retracé l'histoire du peuplement de hauts plateaux du Sud Kivu et il a soutenu que les Banyamulenge ont droit au chapitre. Il a évoqué des années qui sont comme des références fétiches mais ignorées par plusieurs.

Pour l'Honorable Sebinezwa, la cause de l'instabilité dans le Sud-Kivu est le perpétuel rejet des Banyamulenge par les autres peuples du Sud-Kivu et le pouvoir central de Kinshasa, depuis les temps historiques ; la continuation de l'accusation des Banyamulenge comme hégémoniques, le choix politique de Kinshasa de « dé-nationaliser » les Tutsi pour des intérêts politiques et politiques. Il a tenté de le prouver par de longs détours historiques et en établissant quatre convergences d'intérêt dans les événements survenus en RD Congo : de la guerre contre les Banyamulenge, le Rwanda et ses besoins sécuritaires, Puissances régionales contre Mobutu et l'opposition congolaise représentée par LD Kabila à l'extérieur, et l'UDPS à l'intérieur.

Comme solution, l'Honorable Sebinezwa préconise de se défaire du discours extrémiste propagé au niveau du Sud-Kivu par des politiciens.

Des recommandations générales

La méthodologie adoptée par les organisateurs a opté pour des actions à mener en vue de mettre fin à ces conflits qu'ils reconnaissent complexes. Cet exercice de réflexion engagé dans des ateliers en groupes de travail s'est soldé par des recommandations formulées par les participants.

Ceux-ci étaient conduits à identifier des propositions par l'exposé introductif du Père Rigobert Minani sur « les voies de construction de la paix à l'épreuve des déterminants des conflits à l'Est de la RD Congo ».

Cet exposé a porté sur trois parties majeures : les variables ou les éléments à partir desquels amorcer la réflexion (la faiblesse chronique du pouvoir de l'État, le foncier, l'imbroglio identitaire, les compétitions politiques, les ressources naturelles et minières, les pays voisins (plan d'annexion ou de contrôle territorial d'une partie de la RD Congo), pauvreté, chômage des jeunes, etc.), comment construire la paix ou que faut-il faire ou comment penser la pensée et les activités comme l'éducation à la culture de paix, activités humanitaires, activités politiques, activités économiques, activités sociales, activités de la justice, activités militaires.

Les participants ont donc formulé les recommandations suivantes :

Au Gouvernement :

- Travailler pour protéger la souveraineté nationale ;
- S’engager formellement dans le travail de construction de la paix ;
- Évaluer les engagements pris par les parties en présence ;
- Améliorer la prise en charge des militaires congolais ;
- Muter les commandants des FARDC en dehors des zones militaires devenues leur lieu de confort ;
- Traquer des troupes étrangères ;
- Renforcer l’effectif des policiers et militaires dans les zones opérationnelles de la partie Est ;
- Initier un dialogue avec le Rwanda ;
- Construire un mur le long de la frontière avec le Rwanda ;
- Composer une équipe des scientifiques pour faire la lumière sur le peuplement dans le Congo ;
- Renforcer la présence aux frontières de la partie Est du pays ;
- Renforcer la police de proximité pour la cohabitation pacifique ;
- S’engager dans une politique de maîtrise démographique.

À la société civile :

- Éduquer le peuple à la paix ;
- Intensifier la campagne sur l’éducation citoyenne ;
- Composer une délégation mixte de la société civile pour des études à Tervuren. ■